Faut-il avoir peur de l'islam turc ?

Débat

Le 30/03/2021 à 18:47 – La Croix

Recueilli par Mélinée Le Priol et Anne-Bénédicte Hoffner,

Depuis dix jours, un bras de fer oppose le gouvernement et la municipalité EELV de Strasbourg qui a donné son accord de principe, le 22 mars, à une subvention pour la future « plus grande mosquée d'Europe ». Celle-ci est portée par une organisation proche de la Turquie, Milli Görüs, que le gouvernement accuse de défendre l'islam politique et de ne pas avoir signé la charte des principes pour l'islam de France.

Le chantier de la construction de la mosquée Eyyub Sultan à Strasbourg, Le principe d'une subvention accordée à l'association turque Millî Görüs par la ville de Strasbourg pour la construction de la mosquée fait débat, 22 mars 2021.

►« La Turquie se sert des mosquées pour sa diplomatie en Europe »

Erkan Toguslu*, chercheur en anthropologie à l'université catholique de Leuven (Belgique)*

Depuis une dizaine d'années, Ditib et Milli Görüs, les deux principales fédérations représentant l'islam turc en France, sont devenues les instruments d'une *« diplomatie soft »* pour la Turquie en Europe (où vivent cinq à six millions d'habitants turcs ou d'origine turque). Dans les années 1990, on a vu l'Arabie saoudite s'appuyer sur ses mosquées à l'étranger pour sa diplomatie : la Turquie fait de même aujourd'hui. Relais précieux sur le

terrain, les mosquées assurent un maillage territorial serré. En France, 300 à 400 lieux de culte sont ainsi liés à la communauté turque (sur 2 500 mosquées françaises).
Ditib, d'inspiration kémaliste, contrôle 250 de ces mosquées et est organiquement lié à Ankara par le biais de la Diyanet, la Direction turque des affaires religieuses. C'est elle qui salarie les imams détachés par la Turquie à l'étranger : ils sont environ 150 en France, dont plus de la moitié sont des fonctionnaires turcs. Ces imams n'ont sur la culture française que des idées générales, en particulier sur la laïcité. Les prêches que l'on entend le vendredi dans ces mosquées Ditib ont été écrits en Turquie, et sont le reflet de l'idéologie nationaliste du régime actuel. On y exalte le passé ottoman, la grandeur de la Turquie et de l'armée turque… À la fin du prêche, l'imam demande à Dieu de *« sauver notre pays »* : en l'occurrence la Turquie, et non la France !

Si Ditib incarne l'islam officiel, Milli Görüs (qui porte le projet de mosquée controversée à Strasbourg, NDLR) représente l'islam politique. Cette organisation fondée en 1969 entretient des relations ambivalentes avec le pouvoir turc. Le président Erdogan en a été très proche dans sa jeunesse, avant de prendre ses distances dans les années 2000, lorsqu'il tenait des discours libéraux et proeuropéens. Depuis une dizaine d'années, son positionnement s'est rapproché de celui de Milli Görüs, qui fait toutefois partie de la coalition d'opposition.
Par rapport à Ditib, le discours de Milli Görüs est davantage orienté vers la « oumma » (communauté musulmane dans le monde). Cette fédération est aussi plus ouverte à la collaboration avec des communautés non turques, notamment fréristes. Dans ses 70 mosquées, on entend un discours conservateur qui prône l'application de la loi islamique, sur l'héritage notamment.
Pour moi, s'il y a des raisons d'avoir peur de ces deux fédérations, ce n'est pas tant à cause d'un éventuel discours radical qui appellerait à la haine ou à la violence sur le sol français - encore que des violences ont pu être commises à l'encontre des minorités kurdes ou arméniennes. Je m'inquiète surtout pour cette diaspora turque en Europe : quel type d'islam sera-t-il proposé à la jeune génération, et comment concevoir l'intégration quand la mosquée que l'on fréquente défend une vision exclusiviste de l'islam, sous-tendu par l'idéologie nationaliste d'un pays étranger ?

►« Agiter le concept d''islamophobie d'État' est un jeu dangereux »
Chercheur associé à l'Institut Montaigne, ***Hakim el Karoui*** *est l'auteur -*
avec **Benjamin Hodayé** - de *Les militants du djihad. Portrait d'une génération* (Fayard, 2020).
« Je crois que l'on fait une erreur d'analyse en pensant que l'islam est le sujet de Recep Tayyip Erdogan. Son sujet, c'est la Turquie et son maintien au pouvoir. Comme beaucoup des autocrates de la région, il défend son intérêt personnel et éventuellement ceux de son pays. Mais il ne faut pas tomber dans le piège de leur discours et croire à un affrontement idéologique.
La Turquie ne veut pas « prendre le pouvoir » sur l'islam de France. La preuve, quand elle a eu la présidence du Conseil français du culte musulman entre 2017 et 2019 avec Ahmet Ogras, elle n'a pas cherché à étendre son influence via le budget du CFCM qui est - rappelons-le - de 30 000 €. L'islam turc n'est pas un islam révolutionnaire à l'image de celui promu par les mollahs iraniens au début des années 1980.
Certes, le président turc est un islamo-conservateur, qui s'appuie sur l'histoire ottomane lorsqu'il en a besoin, par exemple lorsqu'il est - comme aujourd'hui - en situation de

faiblesse politique. Il fait également de la politique électorale à l'égard des Turcs d'Europe, qu'il contrôle via des associations et un système de services rendus, car il a besoin de leurs voix. Mais ce sont les Turcs qui l'intéressent, beaucoup plus que les musulmans.
Là où il est peut-être le plus dangereux, c'est lorsqu'il se pose en défenseur des musulmans en Europe. En bon tacticien, il a senti que la politique française en matière de laïcité n'est pas très bien comprise à l'étranger, dans le monde musulman mais aussi ailleurs, et notamment aux États-Unis. Les caricatures de Charlie Hebdo, le discours d'Emmanuel Macron après l'assassinat de Samuel Paty, mais aussi les polémiques récurrentes, créent un doute sur l'attitude de la France à l'égard de l'islam. Il en profite et tape là où ça fait mal.
Le concept d'«islamophobie d'État », relayé sur les réseaux sociaux par plusieurs comptes turcs, est préoccupant. Martelé à longueur de journée, il peut créer un déclic chez certains djihadistes potentiels. Des esprits faibles - comme l'assassin de Samuel Paty - peuvent se sentir investi d'une mission de « venger le Prophète » et décider de passer à l'acte, ici, en France.
Le président Erdogan joue donc un jeu dangereux avec cette expression, d'autant qu'il la diffuse aussi via les réseaux sociaux pour atteindre les jeunes. Il est donc compliqué pour les autorités françaises de répondre. En matière d'influence sur les réseaux sociaux, nous regardons les autres agir - les Turcs, mais aussi les Chinois, les Russes ou les Américains à l'occasion -, nous les critiquons mais nous ne répondons pas sur le même terrain. Il faut vraiment que l'État travaille plus et mieux avec des acteurs non-étatiques. Comme les autres puissances. »